

Matrice d'action
Réformes des politiques et conditions
des réformes de politiques en matière d'assistance technique

Mesures proposées	Priorités	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'appui (TA)	AT existante	AT à fournir
Réformes hautement prioritaires retenues							
Action 1: Restructuration de la filière coton	Forte	, Ministère de l'Agriculture et le Ministère des Finances de l'économie et du plan ,ministère du commerce et de l'artisanat, Cotontchad, Producteurs	Immédiate	Décision finale sur la forme de restructuration de la filière coton choisie, préparation et adoption d'un plan d'action pour le secteur ,en conformité avec la feuille de route ,filrière coton.	Experts en restructuration/privatisation du secteur	Banque mondiale/ UE/AFD	
Action 2: Rationalisation de la gestion de la STEE et définition des plans à court,moyen et long terme	Forte	Ministère des mines et de l'Energie et Ministère des Finances de l'économie et du plan, Ministère du petrole Min de l'environnement et de la peche,Min de l'eau, la STEE, Producteurs	Immédiate et en conformité avec la feuille de route de la STEE	Décision finale sur la gestion future et la propriété de la STEE; et sélection d'une solution stratégique à long terme.en conformité avec la feuille de route.	Experts Restructuration, Conseil en gestion	Banque mondiale/ UE	
Action3: Restructuration et réformes de l'administration douanière	Forte	DG des douanes, Ministère des Finances de l'économie et du plan	Immédiate	Adoption du plan de restructuration et de l' administration douanière par le cabinet sur la base des plans déjà débattus et approuvés.	Customs Restructuration expert/ SYDONIA experts	Banque mondiale/ FMI	
Action 4: Mise en place des infrastructures de transport essentielles	Forte	Ministères des Finances de l'économie et du plan et Ministère des infrastructures.	Immédiate	execution effective des dépenses de transport ,investissement pour les routes toutes saisons dans les régions cotonnières rurales et routes internationales pour l'exportation conformément à l'approche DSRP	Specialiste en transport/approvisionnement	Banque mondiale/ UE	
Action 5: Renforcement de la facilitation de transit sur le corridor Douala-Ndjamena .Consolidation des relations de coopération bilaterale entre le Cameroun et le Tchad.	Forte	, Ministère des Finances de l'économie et du plan et Min des infrastructures.	Immédiate	Reduction des delais du taritement des marchandises ,en transit, aux differents ports (Douala-Ndjamena)	Experts en transit	Banque mondiale/ UE	

<p>Priorité No. 1: Filière coton Objectif: maximiser les revenus générés par la filière coton</p>							
Action 1: Décision finale sur la future organization de l'industrie	Forte	Cotontchad, Producteurs Associations	Immédiate	Préparation, adoption, et début de l'exécution d'un plan de restructuration de l'industrie cotonnière. se referer exclusivement à la feuille de route ,filière coton.	Dialogue sur la politique, assistance stratégique	Banque mondiale/ UE/AFD	
Action 2: Organisation du Forum des investisseurs/ consultation	Forte	Ministère des finances de l'economie et du Plan, CTCRC	Immédiate	Mettre en application les recommandations du forum des investisseurs et de coton culturst		Banque mondiale/ UE/AFD	
Action 3: Révision du taux de la TVA sur des intrants spécifiques au coton (en particulier les pesticides) et accès au crédit d'investissement aux OP.(organisations paysannes).	Forte	Ministère des Finances de l'economie et du plan	Immédiate	Consultation avec le FMI, Intégration dans la loi des finances et transmission des instructions aux douanes	Dialogue sur la politique, assistance stratégique	Banque mondiale/FMI	
Action 4: Réhabilitation des pistes rurales et ponts dans la zone cotonnière entretien des routes toutes saisons et des routes transnationales pour l'export.	Moyenne	Ministère des infrastructures, Ministère de l'Agriculture	Après action 1	Elaboration d'un plan d'action et allocation des ressources budgetaires necessaires.	Expertise technique	Banque mondiale/ UE	
Action 5: Elaboration d'un plan de développement des Organisations des producteurs et des services de vulgarisation conformément à l'organisation future de l'industrie ,desengagement partiel et progressif de l'etat. Introductions des activités generatrices des revenus complementaires	Moyenne	Ministère des finances de l'economie et du Plan, Cotontchad, Organisations des producteurs	2-3 ans	Préparation d'un plan d'action spécifique pour les Organisations des producteurs du coton, et services de vulgarisation avec programmation, et actions de renforcement des capacités requises,transformation des OP en coopératives.	Expertise technique	Banque mondiale/ UE/AFD	
<p>Priorité No. 2: Energie Objectif: Minimiser les coûts de l'énergie et améliorer l'accès à l'électricité pour un grand nombre de Tchadiens.</p>							

Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'Assistance (TA)	AT Existante	AT Existante
Action 1: Décision finale sur la gestion future et la propriété de la STEE	Forte	,Ministère des mines et de l' energie,Ministère des finances de l'economie et du plan, ,Ministère du pétrole.	Immédiate et en conformité avec la feuille de route de la STEE	Intégration des leçons tirées de l'audit de l'accord STEE-Veolia dans les plans de renforcement de la gestion de la STEE; et choix d'une option stratégique en conformité avec la feuille de route de la STEE.	Conseil en gestion	Banque mondiale/ UE/AFD	
Action 2: Décision finale sur les options techniques pour l'approvisionnement en électricité	Forte	STEE, Ministère des finances de l'economie et du Plan, Ministère Pétrole,Ministère des mines et de l'energie. ,Min de l'eau	Immédiate et en conformité avec la feuille de route de la STEE	Décision finale par le Cabinet et adoption du plan d'action pour les options choisies .tenir compte de la feuille de route.	Expertise technique appui stratégique	Banque mondiale	
Priorité No. 3: Douanes Objectif: Améliorer l'administration douanière							
Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'Assistance (TA)	AT Existante	AT Existante
Action 1: Exécution effective de tous les modules SYDONIA à N'Guély et suppression des procédures manuelles	Forte	DGD, bureau chargé des taxes sur le pétrole	Immédiate	Exécution et Familiarisation du personnel de N'Guély avec ASYCUDA, disponibilité de toutes les données de la SYDONIA à la DGD	Expert en douanes/SYDONIA	Banque mondiale/FMI/ CNUCED PNUD/	
Action 2: Modernisation de l'aéroport et des services de douanes de N'guéli	Forte	DGD	Immédiate	Création d'un poste de douane à accès limité à N'Guély et modernisation des infrastructures et des équipements de N'Guéli Le tout devant faire partie des reformes generales et de la strcturation de l'administration douaniere	Expert en modernization des douanes	Banque mondiale/FMI/ CNUCED PNUD/	
Action 3: Assainissement du corps et Usage systématique des badges par les agents de douanes	Forte	DGD, bureau chargé des taxes sur le pétrole	Immédiate	Port systématique et visible des badges et définition d'une hierarchie professionnelle bien identifiable (critères transparents du port des badges).	Expert en organisation	Banque mondiale/FMI/ CNUCED PNUD//	

Action 4: Professionalisation du corps , Renforcement des capacités du personnel des douanes et programmes généraux de formation et institutions locales de formation	Forte	DGD	Immédiate	Formation des agents de douanes dans la maîtrise du , SYDONIA, des tarifs douaniers et du code des douanes se conformer a l'audit et au plan d'action réalisé sur la douane.	Expert en formation en douanes	Banque mondiale/FMI/ CNUCED PNUD/	
Action 5: Reformes, Restructuration, et Rationalisation du nombre de bureaux de douanes	Moyenne	DGD	2-3 years	Interconnexion effective de tous les bureaux de N'djamena	Experts en organization des douanes	Banque mondiale/FMI/ CNUCED PNUD/	
Action 6: Révision de l'importance et de l'efficacité du PSI du Tchad extension du SYDONIA dans les bureaux provinciaux	Moyenne	DGD	2-3 years	Révision du PSI en ce qui concerne la collecte de recettes, la facilitation du commerce et l'administration douanière; et nomination du personnel de douanes dans les services provinciaux.	PSI / expert en douanes	Banque mondiale/FMI/ CNUCED PNUD/	
Action 7: Création d'un bureau de douane tchadien au port de Douala et promotion du recouvrement des recettes à Douala apres que toutes les reformes et la restructuration de l'administration douaniere ont été mises en œuvre..	Forte	Min. des Finances de l'economie et du plan BEAC	1-2 ans	Préparation d'un plan d'action, lancement des négociations avec le Cameroun et démarrage de l'exécution du plan d'action apres l'assainissement du corps de la douane.	Experts en Organisation/gestion	Banque mondiale/FMI/ CNUCED PNUD//	
Action 8: Information, Education ,communication et Grande sensibilisation des opérateurs économiques aux tarifs et codes douaniers	Forte	Ministère des Finances de l'economie et du plan, DGD	Immédiate	Disponibilité des tarifs et codes douaniers sur internet, disponibilité des versions/guidessur support dur à lat Chambre de commerce et à tous les postes de douanes.	Expert en communication	Banque mondiale/FMI/ PNUD/ CNUCED	
Action 9: D'abord procedre aux Reformes, à l'assainissement et l'éducation des Opérateurs econmiques et ensuite la , Promotion de la pratique des contrôles pour le paiement des droits de douane	Moyenne	Ministère des Finances De l'economie et du plan	2-3 years	Préparation d'un rapport, introduction du système de paiement par titres, suppression des paiements en espèces à N'Guély			

Priorité No. 4: Infrastructures de transport Objectif: améliorer les infrastructures de transport dans les régions cotonnières et dans les principaux axes routiers afin de réduire les coûts de transport							
Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1: Renforcer la coopération bilatérale Tchad-Cameroun en vue de faciliter le transport multimode (transfert rapide des conteneurs en transit du navire au train)	Moyenne	Douane camerounaise, CAMRAIL, SDV, STAT	1-2 ans	Réduction des délais de transfert du navire au train et du train aux camions .		Banque mondiale/ UE/	
Action 2: Consolider des actions de coopération entre les deux états afin de permettre des actions concertées permettant de réaliser des travaux de réhabilitation de chemin de fer .	Moyenne	Autorités camerounaises (Etat et CAMRAIL)		Consultations avec CAMRAIL et les autorités camerounaises et les partenaires extérieurs (UE/Banque Mondiale)		Banque mondiale/ UE/AFD	
Action 3 Investissement dans l'aménagement des routes toutes saisons des régions cotonnières, en vue du transport du coton à l'usine, et des routes internationales pour l'export.	Moyenne	Min. des infrastructures t, Min. Finances de l'économie et du plan	2-5 ans	Exécution des budgets d'investissement routier conformément aux exigences d'allocation du DSRP		Banque mondiale/ UE/AFD	
Priorité No. 5: Transit Objectif: Réduire les délais de Transit dans le corridor Douala-Ndjamena							
Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1: Consolidations des relations de coopération bilatérale et collaboration à tous les niveaux entre les autorités de deux pays pour décider la levée de mécanisme de tour de rôle et de prix de référence pour permettre aux expéditeurs de frets de travailler en collaboration avec les opérateurs de transport de leur choix	Forte	Min. des infrastructures/ Autorités camerounaises	Immédiatement	Textes de dérogation et affirmation de la liberté contractuelle dans la limite des conventions signées par les Etats .	Facilitateur du commerce/ Transit	Banque mondiale/ UE	
Action 2: Création d'un guichet de service unique à Ngaoundéré pour toutes procédures(D 15, document de transit et feuille de route	Moyenne	Min. des infrastructures(transport) Autorités camerounaises	1-2 ans	Fonctionnement effectif du guichet unique pour D 15, document de transit et feuille de route	Facilitateur du commerce/ Transit	Banque mondiale/ UE/	

Action3 Consolidation des relations de cooperation empreinte de volonté de collaboration entre les autorités de deux pays:Création d'une autorité du corridor de transit à Douala pour faciliter l'atteinte des résultats des réformes et mesures	Forte	Ministere des infrastructures/Autorites camerounaises	1-2 ans	Création d'une autorité du corridor de transit à Douala	Facilitateur du commerce/ Transit	Banque mondiale/ UE/	
Action 5: Consolidation des relations bilatérales de coopération et de collaboration entre les deux pays membres d'une meme intitution régionale,CEMAC,Simplification des visas de transit comme partie intégrante de la création du bureau de douane tchadien au port de Douala	Moyenne	Ministère des Finances/ de l'economie ef du plan,Autorités camerounaises	2-3 ans	Dialogue sur la question avec les autorités camerounaises		Banque mondiale/ UE/	
Autres principaux domaines de réforme Politique commerciale							
Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1: Fusion des comités EPA et IF	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat	Immédiate	Arrêté Ministériel, 1 ère réunion du comité fusionné		Banque mondiale/ UE/	
Action 2: Suppression de toutes les taxes à l'exportation et plans d'action pour une promotion efficace des exportations / stratégie de diversification	Moyenne	Ministère du Commerce et de l'artisanat, Ministère des Finances de l'economie et du plan	12 mois	Intégration de la taxe à l'exportation dans la loi de finance, et plan de promotion de l'exportation	Expert en promotion de l'export	Banque mondiale/ FMI	
Action 3: Remplacement des taxes spécifiques par les taxes ad valorem et application de la valeur transactionnelle OMC	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat, Ministère des Finances de l'economie et du plan	Immédiate	Exécution de la loi de finance, et transmission des informations sur l' exécution à la DGD et application sur le terrain	Expert en fiscalité	Banque mondiale/ UE/OMC	

Action 4. Adoption d'un chronogramme pour la rationalisation/ suppression des exonérations des taxes sur les bénéfices industriels et application effective des mesures d'accompagnement	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat, Ministère des Finances de l'économie et du plan	2-3 ans	Préparation d'un plan d'action assorti d'un calendrier d'exécution, exécution effective du plan comportant les mesures d'accompagnement (vérifications spéciales du trésor et mesures spéciales en faveur des ONG et les projets à financements extérieurs	Expert en fiscalité	Banque mondiale/ FMI	
Action 5: Création au Ministère du Commerce d'une cellule des statistiques sur les échanges extérieurs chargée de la collecte systématique de toutes les données sur les échanges commerciaux, actualisation de la base de données existante sur les échanges commerciaux	Forte	Ministère des Finances de l'économie et du plan, DGD	Début 2003	Décision ministérielle et affectation du personnel	Expertise technique	Banque mondiale/ FMI	
Autres principaux domaines de réforme Promotion de l'exportation							
Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1: Création du Conseil national d'exportation	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat	Immédiate	Demarrage effectif des activités			
Action 2: : Mise en place d'un mécanisme de financement des exportations	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat / Ministère des Finances de l'économie et du plan	1-2 ans	Loi de finance sur la taxe à l'exportation, et mécanisme de financement des exportations	Expert en financement des exportations		
Action 3: Elaboration d'une stratégie nationale de développement de l'exportation.	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat / Ministère des Finances de l'économie et du plan	1	Elaboration d'un plan directeur de développement du commerce.			

Action 4: Abolition de toutes les taxes et charges relatives à l'exportation	Forte	Ministère du Commerce de l'artisanat / Ministère des Finances de l'économie et du plan	Immédiate	Loi de finance sur la taxe à l'exportation ,	Expert en financement des exportations		
Action 5 Mise en place d'un système «de remise des droits de douane» pour l' importation des intrants	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat/ Ministère des Finances de l'économie et du plan	1-2 ans	Loi de finance sur la taxe à l'exportation, et mesures d'accompagnement	Expert en promotion de l'export		
Action 6: Conception d'un manuel des entreprises simplifiée portant sur l'accès au financement des transactions commerciales	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat / Ministère des Finances de l'économie et du plan	1-2 ans	Production du Manuel	Expert en financement des exportations		
Action 7: Appui à la création d'un centre de formation et de conception en artisanat	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat/ Chambre du Commerce	1-2 ans	Création d'un centre de formation en artisanat et affectation du personnel	Expert en conception d'institutions		
Action 8: Création d'une cellule de normalisation et de contrôle de qualité à la Chambre de Commerce	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat / Chambre du Commerce	1	Création d'une cellule à la Chambre de Commerce et début des opérations	Expert en conception d'institutions		
Action 9:							
Autres principaux domaines de réforme Télécommunications Objectif::Réduire les coûts de télécommunications et accroître l'accès au téléphone							
Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1:Moderniser la politique du secteur des télécommunications et adhérer aux technologies de l'information (IT)	Moyenne	Ministère des postes et des nouvelles technologies de la communication	Immédiate – délais de 6 mois	Préparer et adopter la politique en matière des télécommunications	Expertise technique, assistance stratégique	Banque mondiale/ UE/	
Action 2: Privatisation de la SOTEL	Moyenne	Ministère des Télécommunications,Min de commerce	Immédiate – délais de 12 mois	Relance et aboutissement du processus de privatization de la SOTEL	Expertise stratégique	Banque mondiale/ UE/	

Action 3: Interconnection des cables à large bande avec le Cameroun le long du pipeline Kribi/ Doba	Moyenne	Ministère des postes et des nouvelles technologies de la communication	Immédiate – délais de 1-2 ans	Interconnection proprement dite des bandes larges	Expertise technique	Banque mondiale/ UE/	
Action 4: Elaboration d'un plan de développement de la téléphonie rurale prise en compte du secteur de la poste	Moyenne	Ministère des postes et des nouvelles technologies de la communication Ministère de l'Elevage, Min de l'agri, Min de l'environnement et de la peche, Min de l'eau	1-2 years	Préparation d'un plan d'action qui integre la telephonie rurale et la poste (Société Tchadienne des Postes et d'Epargne)	Expertise technique, assistance stratégique	Banque mondiale/ UE/	

Autres principaux domaines de réforme: Promotion du secteur privé							
Action 1: Création d'un service public des archives juridiques relatif aux lois et règlements en vigueur	Forte	Ministère de la Justice (garde des sceaux)	1-2 ans	Désignation d'une agence (Chambre de Commerce, CEFOD ou autres), comme service des archives juridiques, Nomination d'un directeur de projet chargé du service d'archives juridiques	Expert en documentation		
Action 2: Traduction dans la législation nationale de la Loi uniforme OHADA relative au Droit commercial	Forte	Ministère de la Justice, (garde des sceaux) Ministère du Commerce et de l'artisanat, CCIAMA	1-2 ans	Nomination d'un directeur de projet, élaboration d'un plan d'action	Expertise juridique		
Action 3: Adaptation (Promotion) du SYSCOA (Système comptable simplifié de l'Afrique de l'Ouest)	Forte	Ministère de la Justice, (garde des sceaux) Ministère du Commerce et de l'artisanat, CCIAMA	1-2 ans	Plan d'exécution du Système comptable simplifié SYSCOA et démarrage de la mise en oeuvre d'une version Afrique Centrale.	Expertise technique		
Action 4: Adoption d'un centre d'information polyvalent chargé de la création d'entreprises	Forte	Ministère de la Justice, (garde des sceaux) Ministère du Commerce et de l'artisanat, CCIAMA	Immédiate	Sélection d'un site et clarification des attributions du centre d'information polyvalent, et démarrage effectif des activités du centre d'information polyvalent	Expertise et assistance stratégique		
Action 5: Elaboration d'un nouveau Code d'investissement conformément à la charte d'investissement régional de la CEMAC	Forte	Ministère de la Justice, (garde des sceaux) Ministère du Commerce et de l'artisanat, CCIAMA	Immédiate	Création d'une commission interministérielle chargée de la révision du code et production of d'un code révisé	Expertise et assistance stratégique		

Action 6: Programme de formation en droit commercial à l'intention des juristes et des magistrats	Moyenne	Ministère de la Justice (garde des sceaux), CCIAMA	Après Action 2.	Désignation d'un institut de formation, conception de programmes	Appui à la conception de programmes et à la formation		
Action 7: Ventilation/Publication des guides juridiques à l'intention des investisseurs et des entrepreneurs	Moyenne	Ministère de la Justice(garde des sceaux), Ministère du Commerce et de l'artisanat, CCIAMA		Publication des guides	Appui en édition		
Action 8: Promotion des micro-crédits, en particulier dans les zones rurales	Moyenne	Ministère de la Justice(garde des sceaux), Ministère du Commerce et de l'artisanat, CCIAMA,Min de la solidarité et de micro- credits ,Min des finances de l'economie et du plan	2-3 ans	Elaboration d'un plan d'action et timing	Assistance stratégique		
Action 9: l'étude de faisabilité d'une Zone franche industrielle	Moyenne	Ministère de la Justice, (garde des sceaux) Ministère du Commerce et de l'artisanat CCIAMA	2-3 ans	Rapport de l'étude de faisabilité et décision sur les Recommandations	Assistance stratégique		
Autres principaux domaines de réforme dans les secteurs traditionnels d'exportation: Agriculture							
Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1: Plan de renforcement des capacités lde 'ITRAD pour accroître ses capacités de développement,de vulgarisation ,d'encadrement des OP et de recherche genetique des plants améliorés et de ,technologie alimentaire	Forte	Ministère de l'Agriculture,l' ITRAD	Immédiate	Conception d'un plan d'action de capacitation	Expertise technique		
Action 2: Réhabilitation des systèmes d'information (enquêtes agricoles, SIM)	Forte	Ministère de l'Agriculture, Ministère des finances de l'economie et du Plan	Immédiate	Réalisation du recensement et des enquêtes agricoles, ventilation des informations et de diffusion des bulletins hebdomadaires.	Expertise technique		
Action 3: Lancement des plans de développement du matériel agricole et de la petite maecanisation agricole	Forte	Ministère de l'Agriculture,l' ONDR	2-3 ans	Elaboration d'un plan d'action assorti d'un chronogramme, et début de la mise en œuvre des technologies de transformations des denrées agricoles	Technical expertise in the framework of PROADEL and PASAOP		
							xxxiv

Action 4: Lancement du plan d'amélioration de la protection des plantes de labatoire d'analyse de qualité et des mesures sanitaires ,phytosanitaires	Moyenne	Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Environnement et de la peche,Ministère du commerce et de l'artisanat ,Ministère de santé publique et Ministère de l' élevage	2-3 ans	Elaboration d'un plan d'action assorti d'un chronogramme, et début de la mise en oeuvre	Expertise technique		
Action 5: Conception et lancement des programmes de formation sur le développement des pêches et des techniques de transformation des produits halieutiques.	Moyenne	,Ministère de lenvironnement et de la peche,Min de l'eau	2- ans	Désignation d'un institut de formation, création d'une ligne budgétaire, conception du programme	Appui dans la conception et à l'exécution des programmes		
Autres principaux domaines de réforme dans les secteurs traditionnels d'exportation: Bétail							
Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1: -Réhabilitation des infrastructures d'alimentation et de commercialisation du bétail ; , Promotion des industries de transformations a forte valeur ajoutée. Adhesion au controle des normes de qualité.	Forte	Ministère de l'Eleveage, Ministère des infrastructures ,Ministère de l'agriculture. Ministère de l'environnement et de la peche,Min de l'eau ,Ministère des finances de l'economie et du plan ,Min de commerce et de l'artisanat,CCIAMA	Immédiate	Préparation d'un plan d'action	Expertise technique (National)		
Action 2: Elaboration d' un plan d'amélioration des mesures de sécurité dans les corridors de transit du bétail, Construction d' un marché à betail pour l'exportation	Forte	Ministère de l'Eleveage, Ministère des infrastructures ,Ministère de la securité, Ministère de l'agriculture, Ministère de l'administration du territoire ,CCIAMA, commune de Ndjamenana.	Immédiate	Préparation d'un plan d'action	Expertise technique (National)		
Action 3: Simplification et rationalisation des exonérations de taxes, et droits de douane relatifs au commerce du bétail	Forte	Ministère des Finances de l'economie et du plan, Ministère de l'Eleveage	Immédiate	Elaboration d'un rapport avec calendrier d'exécution des mesures	Expertise technique (National)		
Action 4: Formation du personnel des services vétérinaires et dotation en matériel Organisation des eleveurs et operateurs de la filiere.	Moyenne	Ministère de l'Eleveage,les éleveurs,les bailleurs	2- 3 ans	Soumission des rapports d'activités par les services concernés	Expertise technique (National)		
Action 5: Lancement d'un programme de renforcement des capacités destiné aux organisations d'eleveurs. Conquete des marchés,marketing ,action de visibilité et palidoyer	Moyenne	Ministère de L'Eleveage, Ministère du Commerce et de l'artisanat l' ,organisation d'eleveurs.,CCIAMA,	2- 3 ans	Désignation d'un Groupe de travail, préparation d'un plan d'action	Assistance stratégique (National)		xxxvi

Action 6: Amélioration des conditions de paiement bancaire transfrontalier	Moyenne	Ministère du Commerce et de l'artisanat, Ministère des Finances de l'économie et du plan, Secrétariat de la CEMAC, le SEN SAD UMOA, les banques commerciales et les agences de transfert d'argent (Western Union, money express)	2- 3 ans	Désignation d'un Groupe de travail international comprenant les représentants du secteur bancaire, préparation d'une convention internationale	dialogue sur la politique, Appui technique		
Autres principaux domaines de réforme dans les secteurs traditionnels d'exportation:							
Pêche							
Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1: Lancement d'un programme de renforcement des capacités en faveur des organisations des producteurs	Forte	Ministère de l'environnement et de la pêche, Min de l'eau, Min de l'agriculture	Immédiate	Désignation d'un Groupe de travail comprenant représentants de PO, élaboration d'un plan de travail			
Action 2: Préparation d'un rapport d'audit organisationnel sur la CBLT	Forte	Ministère de l'environnement et de la pêche, Min de l'eau, Min de l'agriculture, Min des finances de l'économie et du plan	Immédiate	Groupe de travail, préparation d'un rapport, tenue d'un atelier	Expertise technique		
Action 3: Lancement d'un programme de renforcement des capacités pour la CBLT, les producteurs et les ONG	Moyenne) Ministère de l'environnement et de la pêche, Min de l'eau.	Après Action 2	Préparation d'un plan d'action, création d'une ligne budgétaire dans chaque pays membre	Expertise technique		
Action 4: Création d'un Conseil d'administration du CBLT comprenant tous les intervenants	Moyenne	Ministère de l'environnement et de la pêche, min de l'eau.	Après Action 3	Signature d'une convention avec les pays partenaires du CBLT, désignation des membres du Conseil			
Action 5: Conception et lancement des programmes de formation sur le développement de la pêche et transformation des produits halieutiques. Construction des plateformes technologiques de transformation des produits halieutiques, Mise en place d'un système de contrôle de certification de qualité, Réalisation d'un inventaire des plans d'eau secondaires et des mares et leur valorisation.	Moyenne	Ministère de l'environnement et de la pêche, Min de l'eau, Min de l'agriculture, CCIAMA, Min du commerce et de l'artisanat	2- 3 ans	Désignation d'un institut de formation, création d'une ligne budgétaire, conception du programme	Appui à la conception et à l'exécution des programmes		

Autres principaux domaines de réforme dans les secteurs non traditionnels d'exportation (Gomme arabique, arachide, niébe, spiruline, sesame, natron ...)

Objectif 1: Renforcer la diversification

Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1: Simplification des procédures administratives et Création d'un guichet unique chargé de toutes les formalités aux principaux points d'exportation	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat /Ministère des Finances de l'économie et du plan / Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'environnement et de la pêche ,Min de l'eau.	2-3 ans	Fonctionnement effectif du guichet unique d'exportation	Experts en simplification des formalités		
Action 2 Conquete des marchés et Renforcement des connaissances sur les marchés d'exportation et capacitation des producteurs, collecteurs et des exportateurs	Moyenne	Chambre du commerce	2-3 ans	Programmes de formation sur les possibilités, et les contraintes des marchés d'exportation, connaissance des normes de qualité et les perspectives des exportations non traditionnelles	Experts en marchés d'exportation		
Action 3 Réalisation d'une analyse sur la chaîne d'approvisionnement/compétitivité des secteurs d'exportation non traditionnels, et tenue d'une réunion des intervenants pour la définition d'une stratégie	Moyenne	Ministère du Commerce et de l'artisanat Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'environnement et de la pêche, Min de l'eau.	2-3 ans	Production de l'analyse sur la compétitivité, tenue des ateliers sur les résultats et recommandations et plan d'action pour le développement du secteur élaboré	Expert en compétitivité/chaîne d'approvisionnement		
Action 4: Recherche et développement de plants améliorés, régénération naturelle de gomme arabique et d'arachide sans oublier le Karité, les Sesames, le Natron, la spiruline les Fruits ,et t les légumes . Mise en place d'un plan d'action pour l'inventaire des ressources forestières : (Baobab, Jujubier, Neré, Balinetex, gomme arabique, Tamarinier, Palmier dom., Miel, fonio, Promotion du tourisme.	Forte	Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'environnement et de la pêche, Min de l'eau, Min du développement touristique. Min des mines et de l'énergie	2-3 ans	Definition d'une politique de recherche appliquée identification d'un centre de recherche, allocation et répartition effectives des ressources nécessaires	Expert Agricole en développement de plants		
Action 5: Formation ,sensibilisation et Renforcement des organisations d'exportateurs, des collecteurs, et des producteurs	Moyenne	Ministère de l'Agriculture, Min de l'environnement et de la pêche, organisation des producteurs, collectivités locales, ONG, Min de l'administration de territoire,	2-3 ans	Préparation du plan d'action et démarrage de la mise en oeuvre	Expert en organisation des Producteurs		
Action 6: Elaboration d'une stratégie de promotion des secteurs à fortes potentialités ,le tourisme, la gomme arabique, peaux et cuirs, Spiruline, Natron , Tournesool, sesame ,fruits et légumes	Moyenne	Ministère de l'Environnement et de la pêche, min de l'eau, Ministère de l'agriculture, Ministère de l'élevage ,ministère du commerce, et de l'artisanat Ministère du développement touristique		Préparation d'un plan directeur et d'un plan d'action avec calendrier d'exécution et mesures spécifiques par filiale, désignation d'un chargé d'exécution	Expert en diversification, Ministère du Commerce, Ministère du tourisme ,Ministère de l'agriculture, Ministère de l'élevage et Ministère de l'environnement et de l'eau.		

Action 7: Développement des infrastructures villageoises (hydraulique, transport, santé ,énergie renouvelable, centre de formation des artisans ruraux.	Moyenne	Ministère de l'Agriculture, Ministère des mines et de l'énergie, Ministère des infrastructures, Ministère de la santé publique, Ministère de l'environnement et de la pêche, Min de l'eau.	2-3 ans	Préparation d'un plan d'action conforme aux objectifs du DSRP, lancement des projets pilotes	Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture, Ministère des mines et de l'énergie, Ministère des infrastructures, Ministère de la Santé		
Appui technique / renforcement des capacités du Ministère du Commerce Objectif 1: renforcement des capacités du Ministère du Commerce pour la coordination, l'exécution, et le suivi de la mise en œuvre des réformes proposées afin de créer un cadre national de politique commerciale durable, et efficace.							
Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1: Renforcement des capacités du Ministère du Commerce pour formuler et exécuter la politique commerciale; former le personnel; acquérir le matériel essentiel et les véhicules	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat, Douanes	Le plus tôt possible	Préparation d'un plan de restructuration du Ministère; mise en œuvre du plan; définition d'un planning de formation du personnel; réalisation d'un inventaire exhaustif des besoins en matériel et véhicules	Expert étranger en vue de l'identification et de la vérification des besoins; formateurs extérieurs en politique commerciale, participation accrue dans les instituts de formation OMC, formation	OMC/CNUCED/ITC	
Action 2: Renforcement des capacités du Ministère du Commerce et de l'Industrie, et des institutions de création des entreprises (chambre de commerce, Direction du commerce)	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat	Le plus tôt possible	Institutions renforcées	Expert en vue de l'identification et de la confirmation des besoins; Formateurs en matières de systèmes informatiques +formation	ITC, CNUCED, Banque mondiale	
Action 3: amélioration de la qualité et de l'opportunité des statistiques officielles sur le commerce	Moyenne	Ministère du Commerce et de l'artisanat Administration douanière	6 mois	Rapport plus complet sur les exportations et le transit; ventilation plus opportune des données	ITC, CNUCED, Banque mondiale		
Objective 2: Exécuter les accords OMC et accroître les avantages liés aux autres accords internationaux (EBA, AGOA).							

Mesures proposées	Priorité	Institutions et structures responsables	Echéance proposée	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (TA)	AT existante	AT à fournir
Action 1: Inventaire exhaustif des législations OMC en vigueur, les domaines à couvrir pourraient comprendre la consolidation tarifaire, la différence entre un tarif consolidé et un tarif d'usage, évaluation et normes OMC en matière de douanes	Moyenne	Ministères du Commerce et de l'artisanat, Min de la Justice (garde des sceaux), Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et de la coopération internationale, et Ministère des Finances de l'économie et du plan	Immédiate	Achèvement de l'inventaire, identification des différences existantes	Expert international en matière d'accords OMC + Formation		
Action 2: Préparation d'un plan d'action avec échéance d'exécution des accords OMC	Moyenne	Ministères du Commerce et de l'artisanat, Min de la Justice (garde des sceaux), Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine, et de la coopération internationale, et Ministère des Finances de l'économie et du plan, CCIB	Le plus tôt possible	Achèvement d'un plan d'action avec échéance de correction des faiblesses identifiées	Expert international en matière d'accords OMC + Formation		
Action 3: Respect des accords OMC .	Moyenne	Ministères du Commerce et de l'artisanat, Min de la Justice (garde des sceaux) Ministère des Affaires étrangères, de l'intégration Africaine et de la coopération internationale, et Ministère des Finances de l'économie et du plan	Le plus tôt possible	Respect des accords OMC. Actions visant à étendre la consolidation tarifaire, réduire l'écart entre le tarif consolidé et le tarif d'usage, évaluation et normes OMC en matière de douanes, et les normes pourraient à court terme être des mesures prioritaires	Expert international en matière d'accords OMC + Formation		
Action 4. . Formation du personnel, connaissance accrue des institutions, des associations professionnelles, des sociétés civiles et de l'OMC	Forte	Ministères du Commerce et de l'artisanat, Min de la Justice (garde des sceaux), Ministère des Affaires étrangères, de l'intégration africaine, et de la coopération internationale et Ministère des Finances de l'économie et du plan, CCIB	Le plus tôt possible ; pendant 3 mois	Programme complet de formation du personnel; Création et sensibilisation sur les institutions	Expert international en matière d'accords OMC + Formation		
Action 5: Connaissance des législations et des normes de commerce international pour promouvoir les exportations vers l'UE, afin de tirer un grand avantage du programme EBA	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat	2-3 ans	Exportations vers l'UE	Exportations vers l'UE	E U (normes en particulier)	
Action 6 Connaissance des législations des pays concernés et des normes de commerce international pour Promouvoir les exportations vers les Etats-Unis pour tirer un grand avantage de l' AGOA	Forte	Ministère du Commerce et de l'artisanat	2-3 ans	Exportation vers les Etats-Unis, en particulier le textile et l'habillement	Négociations/ Consultations avec l'USAID	USAID	